

ont étudié cette situation et l'étaient au grand jour aujourd'hui. La Chambre devrait se compter privilégiée de nous avoir. Même si nous sommes convaincus qu'il ne sert à rien de parler à des sourds et à des bancs vides, nous accomplissons quand même notre mission. Nous accomplissons le devoir imposé par les électeurs de nos circonscriptions canadiennes et québécoises, qui nous ont demandé de les représenter en cette enceinte, en ce Parlement du Canada, où nous devons chercher les meilleurs moyens de rendre nos concitoyens heureux.

Voilà la raison pour laquelle nous sommes ici. Nous avons été élus à cette condition et les autres députés, eux, ne l'ont pas été, car je sais qu'ils défendent des positions contraires. Mais le peuple qui les a élus est le même que celui qui nous a élus et il a les mêmes besoins et a droit aux mêmes avantages. Mais si ces députés refusent de lui assurer ces avantages, ils devront en porter la responsabilité.

Nous savons que leurs préjugés enfantins, naïfs et ridicules les empêchent de considérer les créditistes comme des citoyens normaux, capables d'avoir un peu de suite dans leurs idées et de raisonnement dans leurs exposés mais, malgré cela, on continue de nous faire des remarques qui découlent de la façon ridicule dont on administre actuellement les affaires du Canada.

Nous sommes bien administrés! Allez-vous voir! Les municipalités, les gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral, bref, tout le monde est au bord de la banqueroute! Les particuliers sont taxés, surtaxés et sont tous sur le bord de la banqueroute pour, encore une fois, fortifier le monstre épouvantable qu'on s'acharne à fortifier.

Alors, plus notre Canada est prospère, plus nous nous endettons. Plus nous payons de l'intérêt, plus le pays est enlisé dans des dettes envers un petit groupe de citoyens canadiens ou étrangers qui récoltent chaque année la plus grande partie de notre production nationale, au détriment de 40 p. 100 de notre population qui vit encore au jour le jour dans l'insécurité, dans l'indigence ou la misère la plus déconcertante, en notre époque de progrès, de machines et d'automatisation. Je crois que ceux qui sont présents, bien que les banquettes soient presque toutes vides, devraient s'ouvrir les oreilles et y regarder d'un peu plus près, afin de se rendre compte qu'il y a des améliorations à apporter à notre système financier, qui est désuet, qui n'a jamais été corrigé depuis sa fondation, alors que nous avons évolué, grâce à la science, au progrès, à la technique sous toutes ses formes, au développement de nos universités. Malgré tout cela, le système que nous préconisons est resté vieux comme le monde et jamais on n'a

osé en changer un iota afin de l'adapter à la réalité économique.

Nous avons donc raison quand nous disons que nous ne sommes pas ridicules. Au contraire, ce sont les «rouges» et les «bleus» qui le sont, car ils n'ont jamais osé déranger rien de ce fameux système barbare que nous avons. Les députés des vieux partis peuvent bien rire s'ils le veulent, mais, en réalité, ce sont eux qui sont ridicules. Ils vont continuer d'enrichir les riches en leur payant de plus hauts taux d'intérêt sur les dettes publiques et vont continuer d'appauvrir les pauvres, en les taxant davantage, pour payer de plus hauts taux d'intérêts aux riches propriétaires de nos 800 plus grosses corporations du Canada. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.

Mais, dans l'ensemble, la dislocation de notre économie nationale, la misère des masses, l'accumulation des capitaux entre les mains des millionnaires, c'est ce que permet le régime actuel. Qu'on se décide donc, une fois pour toutes, d'ouvrir les yeux et les oreilles! On n'a pas encore reçu assez d'avertissements? Qu'attend-on pour se mettre à la page, pour se mettre au diapason d'une société avide de progrès?

Les conservateurs progressistes et les libéraux auraient-ils l'intention de profiter seuls de tout ce progrès? Veulent-ils le garder surtout pour les riches, les savants, les puissants, les dirigeants?

Les deux grands partis sont ridicules dans toutes leurs opérations commerciales et législatives. Encore cette année, le gouvernement a porté de 6 à 8 p. 100—ce qui représente une augmentation de 33 et $\frac{1}{3}$ p. 100—son taux d'intérêt sur le renouvellement de 275 millions de dollars en obligations qui devenaient échues et que le gouvernement ne réussit pas à rembourser à échéance.

Y a-t-on pensé? Pendant que ce même gouvernement ne veut pas consentir aux travailleurs une augmentation de salaires de plus de 6 p. 100, il permet aux propriétaires de capitaux une augmentation de 33 et $\frac{1}{3}$ p. 100 de leur taux d'intérêt. Chaque millionnaire qui recevait \$60,000 d'intérêt par million d'argent prêté va maintenant recevoir, grâce au taux d'intérêt de 8 p. 100, \$80,000 en intérêt seulement pour un prêt d'un million.

Le gouvernement fédéral permet d'exiger un taux d'intérêt de 8 p. 100, mais que dire des provinces et des municipalités qui en sont rendues à payer 10 et 12 p. 100 d'intérêt sur des capitaux, sur des crédits, simplement avancés par de l'encre et des bouts de papier?

En même temps, notre Parlement est devenu un Hyde Park, où peuvent se défouler les contestataires. Nous avons au moins le plaisir de parler. Même si nous sommes cer-